

Alessia MELASECCHÉ GERMINI¹⁵ Matteo MARTINI¹⁶

L'EUROPE 2020 : SOMMES-NOUS TOUS PRETS A DEVENIR *SMART* ?

Introduction¹⁷

L'innovation régionale est de plus en plus considérée comme un facteur fondamental à la base de la croissance économique et de la compétitivité en Europe. Les études les plus récentes sur l'innovation et la compétitivité¹⁸ sont une preuve évidente de l'intérêt croissant et illustrent les relations entre l'innovation et la croissance économique à différents niveaux (régional, national, européen). Ces politiques de type multi-niveaux doivent être considérées comme les déterminants centraux pour concevoir des stratégies *intelligentes, inclusives et éventuellement rattachées à des principes de cohésion territoriale et de développement durable*.

En accord avec ces politiques, les régions de l'Union Européenne ont été identifiées comme les acteurs cruciaux du processus de développement des politiques de Recherche et d'Innovation (R & I). Les autorités régionales doivent, en effet, concentrer les ressources publiques vers peu de priorités de développement en matière d'innovation, définir des mesures pour stimuler l'investissement privé en Recherche & Développement (R & D), construire des avantages concurrentiels tout au long de leur chaîne de valeur, favoriser la participation des parties prenantes à travers une gouvernance innovante, tout en soutenant une politique fondée sur des programmes qui incluent un système d'évaluation clair et des mécanismes de contrôle déjà bien huilés.

1. Innovation et compétitivité: un *snapshot* de l'économie italienne

L'économie italienne a été affectée par une faiblesse structurelle bien avant la crise économique et financière mondiale. Entre 2001 et 2007, la croissance moyenne du PIB réel était d'environ 1%, en raison principalement de la faible croissance de la productivité ainsi que de la médiocre valeur ajoutée dans la production de biens et de services à la fois en termes de productions et de résultats. Cette situation a affecté tout le pays, ainsi les grandes disparités économiques régionales n'ont pas été réduites.

Pendant la crise, l'Italie a eu une attitude budgétaire prudente, en s'abstenant d'entreprendre un vaste plan de relance budgétaire, et donc de maintenir le déficit public en-dessous de la moyenne de la zone euro en 2010-11. En dépit de ces mesures, et compte tenu de la combinaison d'une dette publique lourde et de taux d'intérêts élevés sur les obligations à rembourser aux actionnaires, l'Italie s'est dangereusement éloignée des économies les « plus saines ». Le principal défi qui se pose alors réside dans la manière de déclencher un changement radical du modèle économique et social actuel, sans lequel il serait extrêmement complexe de renforcer la compétitivité du pays.

Les dépenses en R&D en Italie ont connu une augmentation déplorable au cours des dix dernières années. L'intensité de la R&D reste faible, autour de 1,27% du PIB, et bien en-dessous de la

¹⁵ PhD, Vice-présidente du Laboratoire Athéna et Gérante de META Group srl

¹⁶ Facility Manager et Membre du Laboratoire Athéna

¹⁷ Bien que les auteurs se partagent la responsabilité du contenu de ce document, les sections peuvent être attribuées comme suit : Melasecche Germini - paragraphes Introduction, 1, 2, 3 et Conclusion ; Martini – paragraphe 4.

¹⁸ Innovation Scoreboard, Regional Innovation Monitor, Regional Competitiveness Report, etc.

moyenne de l'UE (1,90%). Cet écart est principalement dû à un faible niveau de la recherche industrielle, l'effort des activités de R&D s'élève à 0,64% du PIB, contre une moyenne pour l'UE-27 de 1,23%. Le niveau du capital-risque reste très faible. Un certain nombre de mesures, y compris les allègements fiscaux, limités dans le temps, pour les entreprises qui investissent dans des projets de recherche menés par des universités ou des entités du secteur public, ont été présentées dans le programme national de réforme, mais l'objectif de 1,53% du PIB fixé pour l'effort de R&D est à peine au-dessus des niveaux actuels.¹⁹

En regardant les performances d'innovation, le scénario est plutôt sombre. Le récent *Innovation Union Scoreboard 2012*²⁰ publié par la Commission Européenne s'attarde sur un certain nombre de dimensions critiques visant à saisir la performance d'innovation. Sur les quatre catégories identifiées par le tableau de bord (*modest innovators*, *moderate innovators*, *innovative followers*, *innovation leaders*) l'Italie se classe 1ère parmi les *moderate innovators*. Malheureusement, par rapport à l'année précédente, il doit être signalé que le résultat des améliorations n'est ni positif, ni substantiel, l'Italie occupe essentiellement la même position de l'*Innovation Union Scoreboard établi en 2010*. En outre, les récentes mesures visant à soutenir la transition vers une économie de la connaissance semblent n'avoir eu aucun impact réel sur le système italien dans son ensemble. Considérant les dimensions « *Innovators* » et « *Intellectual Assets* », l'Italie semble avoir un avantage modeste par rapport à la France et l'Espagne, l'Allemagne est cependant bien loin en termes de performances au sein de ces dimensions. L'investissement des entreprises, l'esprit d'entreprise, de la finance et de soutien sont clairement les points les plus faibles.

L'indice²¹ de compétitivité mondiale 2011-12 positionne l'Italie à la 43ème place (sur 142 pays). Compte tenu des indicateurs de recherche et d'innovation, l'Italie ne rejoint pas des niveaux satisfaisants de développement, en tenant compte du niveau moyen des 20 premiers pays, sur les quatre indicateurs de performance: la qualité des institutions de recherche scientifique, les dépenses des entreprises en R&D, la collaboration université/industrie et les achats gouvernementaux de produits technologiquement avancés. Un autre défi pour l'Italie est lié à la façon de mettre en place un cadre efficace pour la mise en œuvre des systèmes de passation des marchés publics-privés. Les données du *Global Competitiveness Report 2011* soulignent clairement l'utilisation insuffisante des marchés publics pour les produits technologiques. Les marchés publics peuvent stimuler systématiquement la demande d'innovation des produits et des services et en même temps encourager l'achat de produits innovants et encourager les fournisseurs à générer des technologies de pointe qui représentent une source d'innovation dans les offres commerciales²². À cet égard, le récent décret du développement 2012 (Decreto Legge 22.06.2012 n° 83, G.U. 26.06.2012, amendé avec les modifications portées à l'article L. 7 agosto 2012, n. 134) prévoit la mise en œuvre de l'«agenda numérique» de partenariats publics-privés de type pré-commercial dans le but d'identifier des idées novatrices pour le développement local.

2. R&I au-delà de l'Union européenne

Une comparaison entre l'UE27 avec un groupe de concurrents mondiaux montre que les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud conservent certains avantages dans des domaines liés à l'innovation. La performance a augmenté pour la Corée du Sud, est stable pour les États-Unis et a diminué pour le Japon. L'UE27 a une avance de performances sur l'Australie, le Canada et tous les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Cependant, la Chine a presque rempli l'écart qui la sépare de l'Europe en la matière.

¹⁹ Council Recommendation on the National Reform Programme of Italy, 7.06.2011 Brussels.

²⁰ http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/facts-figures-analysis/innovation-scoreboard/index_en.htm

²¹ World Economic Forum, Global Competitiveness Index 2011-12.

²² H. Chesbrough - W. Vanhaverbeke, Open Innovation and Public Policy, December 2011.

Les projections fournies par le FMI montrent un lent déclin de la production économique dans certains pays de l'UE, tandis que les BRICS, en termes de croissance économique, avancent à une moyenne de 5%. La croissance économique, la performance de l'innovation, la production mondiale de premier plan et les prévisions optimistes devraient probablement nous suggérer d'examiner attentivement le rôle futur des pays BRICS qui sont sur le chemin de la concurrence avec l'Europe.

3. L'innovation *Bottom-Up*²³: la *Smart Specialisation Strategy (SSS3)*

Les objectifs ambitieux fixés par la stratégie Europe 2020 ne peuvent être atteints que grâce à un changement structurel dans lequel la coordination et la mise en œuvre des instruments de politique va de pair.

Les finances publiques n'ont certainement pas été à l'abri de l'effet de la crise économique. Elles se sont considérablement détériorées au cours des trois dernières années. En outre, cette détérioration est susceptible de continuer à s'accroître dans de nombreux pays, même si cela se fait avec des différences significatives entre les États membres²⁴.

Compte tenu du contexte économique, la quête de se conformer aux contraintes budgétaires publiques associée à la nécessité de renforcer l'efficacité des administrations publiques capables de prioriser et de tenir des résultats est devenue plus stricte. Cette situation a incité la Commission Européenne à explorer des approches diversifiées pour la croissance économique régionale. Parmi celles-ci, des stratégies d'innovation régionales dites *smart* ont été identifiées comme une « fenêtre » pour soutenir le développement d'une économie de la connaissance et de l'innovation grâce à un soutien ciblé des fonds structurels. La nouvelle stratégie proposée « Smart Specialisation Strategy ou SSS3 »²⁵ vise à accroître le degré d'engagement et de responsabilité des gouvernements régionaux et des acteurs concernés par le déclenchement d'une approche ascendante de l'innovation. En même temps, elle s'efforce de définir clairement les priorités, les besoins futurs et les défis en se concentrant sur les recommandations régionales.

Le concept de *Smart Specialisation Strategy* est certainement conforme à la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

La signification de « SMART » se réfère à un cadre de planification stratégique général, selon lequel une approche SMART (en anglais *Sustainable, Measurable, Attainable, Results based, Time based*) est durable, mesurable, atteignable, basée sur les résultats et à temps en termes d'objectifs/activités/indicateurs, est jugée nécessaire pour assurer la réalisation des objectifs stratégiques.

L'objectif est de conduire les régions et les politiques d'innovation à élaborer des stratégies concurrentielles.

Un rapport²⁶ récemment publié par la Commission Européenne a esquissé la logique, les méthodes et les phases principales pour encadrer des stratégies de spécialisation *SMART*. Toutefois, l'identification des instruments opérationnels fait toujours partie d'un exercice purement conceptuel.²⁷

Compte tenu de la littérature sur la croissance économique régionale et la stratégie d'innovation des entreprises, des références à la théorie des grappes de Michael Porter doivent être faites. Sa théorie micro-économique basée sur la compétitivité nationale, étatique et locale a souvent fait référence à un contexte d'économie mondiale (Porter 1990) où la formation des atouts distinctifs à base régionale est un clair avantage pour la compétitivité et l'innovation.

²³ Innovation ascendant.

²⁴ DG Regional Policy, Working Paper, 2010.

²⁵ <http://ipts.jrc.ec.europa.eu/activities/research-and-innovation/s3platform.cfm>

²⁶ http://ipts.jrc.ec.europa.eu/activities/research-and-innovation/documents/guide/draft_12_12_2011.pdf

²⁷ http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/index_en.cfm

D'autres auteurs se sont plongés dans les facteurs de compétitivité régionale en s'appuyant sur la notion d'avantage concurrentiel. C'est le cas de Stimson-Roberts-Stough qui anticipe les principaux piliers soutenant le concept de stratégies régionales pour une spécialisation *SMART*.

Enfin, l'accent doit être mis sur trois considérations pertinentes: 1) Tout d'abord, la *Smart Specialisation Strategy* est relativement nouvelle dans son approche *ascendante* pour la conception de stratégies régionales d'innovation. Les stratégies doivent être mises en réseau au niveau mondial. L'approche, au niveau micro de la gouvernance, vise à favoriser une plus large participation des parties prenantes, à renforcer les mécanismes de reddition de comptes lors de la connexion à des politiques d'innovation en tenant compte des facteurs axés sur le lieu; 2)

Deuxièmement, l'approche met l'accent sur le rôle de l'entrepreneuriat à la base de la stratégie. En fait, l'approche est souvent désignée comme un « processus de découverte entrepreneuriale » qui devrait être en mesure de révéler ce qu'une région spécifique fait de mieux en termes de R&D et d'innovation. De la même façon, les universités doivent jouer un rôle dans le processus de SSS3: elles devraient encourager la connectivité au niveau territorial et conseiller le secteur public et privé au niveau régional; 3) En troisième lieu, le concept de spécialisation *smart* est une tentative de plonger dans les corrélations entre innovation et compétitivité.

4. Non seulement des régions *smart*, mais aussi des villes *smart* et des citoyens *smart*

Selon les statistiques publiées par le Projet *Urban Age*²⁸ de la *London School of Economics* et de la *Deutsche Bank Alfred Herrhausen Society*, en 2050, 75% de la population mondiale vivra dans les villes. Avec ce taux de croissance, il n'est pas surprenant que le terme « ville *smart* » soit devenu un sujet de tendance et que les concepts de durabilité et d'optimisation des ressources soient si pressants. Cependant, les villes *smart* ont quelque chose de plus que des réseaux sophistiqués orientés à dépenser moins et à faire plus de choses. Une ville pour être *smart* a besoin d'une population entière *smart*.

De plus en plus, les entreprises qui traitent de « l'expérience urbaine » commencent à développer des interfaces physiques ou des applications mobiles qui intègrent des données relatives à la vie de la ville. Un bon exemple est représenté par *Urbanscale*²⁹, une start-up à New York, avec son *UrbanFlow* service qui intègre les écrans d'information pour les citoyens (à la gare routière et ferroviaire, le long des routes, ...) avec des nouvelles informations spécifiquement conçues pour permettre aux citoyens de trouver ce qu'ils recherchent, et aussi de participer à la vie civique par le biais de consultations publiques informelles.

À Barcelone, des sociétés comme *WorldSensing*³⁰ ont installé des senseurs pour collecter les données du trafic qui peuvent aider les conducteurs à trouver une place de parking grâce à l'aide d'une application pour *smart phone*. De la même manière, le projet Européen *ICity*, impliquant la capitale catalane, Londres, Gênes et Bologne, tente d'ouvrir une infrastructure publique qui peut être enrichie avec d'autres données afin de fournir des services dans l'intérêt du public et qui amélioreront la vie publique: un parc-mètre qui fournit des informations sur la qualité de l'air, une application qui permet de savoir si la piscine publique ou d'autres services de la ville sont surchargés, une machine à délivrer des billets pour les transports publics ainsi que la possibilité de vous faire participer à un référendum. Dans, ce contexte, nous assistons d'ores et déjà à une augmentation du potentiel de l'infrastructure publique et du développement de nouveaux services permis par le *cloud computing*.

²⁸ <http://lsecities.net/publications/books/living-in-the-endless-city/>

²⁹ <http://urbanscale.org>

³⁰ <http://www.worldsensing.com>

L'année dernière, l'*Institute for the Future*³¹ et la *Rockefeller Foundation*³² ont publié « A Planet of Civic Laboratories »³³, un rapport qui suggère que si la ville veut être vraiment *smart*, les données doivent générer inclusion et développement. Les solutions *top-down* proposées par les principales sociétés de TIC ne sont pas suffisantes. Leur *slogan* est que les données, sous la forme d'informations, peuvent promouvoir des villes plus démocratiques, inclusives et résilientes. Ces urbanistes planificateurs DIY (*Do-It-Yourself*) utilisent des technologies *open source* et des structures dédiées pour les initiatives de coopération ascendantes, ils renforcent la participation sociale et s'assurent que le processus technologique reste en ligne avec l'intérêt civil.

Les solutions idéales combinent les plates-formes à grande échelle avec de grandes innovations, conduites par le bas. Cette intégration se dessine déjà dans certains contextes, mais les organismes gouvernementaux ont besoin de former et de l'encourager dans le cadre d'un ordre du jour qui prévoit l'ouverture, la transparence et l'inclusivité.

Les villes sont comme des organismes vivants avec un « esprit » qui va bien au-delà des réseaux technologiques et d'infrastructures. Les communautés humaines créent et maintiennent un ADN spécifique de la ville, et cette spécificité doit être prise en considération lors de la conception de l'innovation avec et pour les citoyens.

Les partenariats public-privés (PPP), dans ce domaine, peuvent être l'une des principales incitations à la création de villes *smart*. Dans le récent *Decreto Sviluppo 2012*, en Italie, ces partenariats sont bien décrits. Il souligne, notamment, certaines expériences que des villes ont récemment réalisées par l'agrégation d'initiatives publiques et privées pour la promotion du bien commun et de la compétitivité de la région.

En fait, grâce aux partenariats publics-privés on inspire la confiance, la collaboration, l'engagement de nouveaux paramètres, permettant ainsi de surmonter les divisions profondes entre les acteurs économiques et limiter, autant que possible, le « narcissisme politique » et la bureaucratie qui font qu'il est si difficile de collaborer, d'innover et de transformer le Pays.

5. Conclusion

Les politiques d'innovation locale sont devenues des facteurs déterminants de la compétitivité, de la réussite des entreprises, des villes, des régions et des nations dans leur ensemble. À cet égard, la *Smart Specialisation Strategy*, même si elle n'est pas un concept complètement nouveau, met légitimement l'accent sur le rôle primordial de l'innovation et sur le renforcement de la création de connaissances basées sur des avantages concurrentiels au niveau micro. Un tel processus, axé sur l'innovation, est censé avoir un impact non seulement par rapport à des produits innovants et de services commerciaux, mais aussi en termes de conséquences sociales. Les *Smart Specialisation Strategy* doivent donc être encadrées tout en gardant à l'esprit à la fois la nécessité d'améliorer la compétitivité et la nécessité d'assurer la cohésion territoriale. La conception de stratégies d'innovation en synergie avec les politiques de cohésion territoriale sera très probablement parmi les plus grands défis à venir.

Dans ce scénario, les investissements publics, stratégiques et à long terme, dans la recherche et l'éducation, seront essentiels pour s'assurer que les stratégies régionales d'innovation soient effectivement exécutées. Dans ce but, une plus grande stabilité du financement de la recherche et de l'éducation est extrêmement nécessaire afin de mettre en œuvre des politiques et mesures sur une base pluriannuelle plutôt que d'un *one-off event*.

Dans le concept de la spécialisation *smart*, le développement des talents et du capital humain a été placé au cœur du processus. Le financement national, en particulier en période de crise, devrait

³¹ <http://www.iftf.org>

³² <http://www.rockefellerfoundation.org/>

³³ <http://www.iftf.org/our-work/global-landscape/human-settlement/the-future-of-cities-information-and-inclusion/>

continuer à investir dans un cadre qui alimente la pensée par laquelle les régions peuvent développer leurs talents locaux et donc renforcer leurs avantages concurrentiels uniques.

La coopération entre industrie-université-secteur public sera certainement un atout stratégique. Le succès ou l'échec des régions pour le cadrage des résultats des stratégies axées sur l'innovation dépendra en grande partie de leur capacité à définir une vision à long terme. La vision doit être pleinement intégrée dans une stratégie globale capable d'identifier les cartes routières régionales ainsi que de définir des règles et des procédures communes afin d'ouvrir la voie à une gestion paritaire plus efficace. Au niveau opérationnel, une nouvelle expertise (par exemple, l'ingénierie financière et les régimes publics de partenariats publics-privés innovants) devrait être envisagée. La compétitivité d'une région est sans aucun doute le résultat d'interaction vertueuse et de collaboration de tous les acteurs (privés, publics et organismes sans but lucratif) qui déterminent son développement.

BIBLIOGRAPHIE

H. Chesbrough, W. Vanhaverbeke : Open Innovation and Public Policy in Europe, Science Business, 2011
Council Recommendation on the National Reform Programme of Italy, 2011 Brussels
DG Regional Policy, Working Paper, 2010
European Commission, Regional Innovation Scoreboard 2011
European Commission, Regional Innovation Monitor 2010
European Commission, Regional Competitiveness 2010
M. Porter, The competitive advantage of Nations, The free press, 1990
World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2011-12
http://ec.europa.eu/research/innovation-union/index_en.cfm
http://ec.europa.eu/regional_policy/information/pdf/brochures/rfec/2011_smart_growth_en.pdf
http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/facts-figures-analysis/innovation-scoreboard/index_en.htm
<http://ipts.jrc.ec.europa.eu/activities/research-and-innovation/s3platform.cfm>
http://ipts.jrc.ec.europa.eu/activities/research-and-innovation/documents/guide/draft_12_12_2011.pdf
http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/index_en.cfm
<http://lsecities.net/publications/books/living-in-the-endless-city/>
<http://urbanscale.org>
<http://www.worldsensing.com>
<http://www.iftf.org>
<http://www.rockefellerfoundation.org/>
<http://www.iftf.org/our-work/global-landscape/human-settlement/the-future-of-cities-information-and-inclusion/>

RÉSUMÉ

Pour se remettre de la crise économique et réduire l'écart avec les économies les plus explosives des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), l'Union européenne a défini sa voie: elle a besoin d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle est dénommée «SSS» ou «S³» ou *Smart Specialisation Strategy* : il s'agit de l'approche la plus récente dans la réalisation de projets de développement territorial intégré et intelligent. Des stratégies d'innovation dynamiques, conçues au niveau régional, évaluées et mises à la disposition du système à l'échelle nationale. L'innovation est donc conçue comme un « système ouvert » dans lequel travaillent et interagissent différents acteurs. Mais on ne doit pas oublier que la géographie de l'innovation est très hétérogène, avec des régions compétitives au niveau mondial et d'autres qui se battent encore pour se rapprocher de la frontière technologique en adoptant et en adaptant des solutions innovantes à leur situation spécifique et / ou leur vocation souhaitée. On pense alors à une *smart specialisation*, c'est-à-dire une spécialisation intelligente consistant à identifier les ressources et les caractéristiques uniques de chaque pays et région, mettant l'accent sur l'avantage compétitif de chacun et la combinaison des ressources et des acteurs impliqués. Le succès de cette initiative sera déterminé par la mesure dans laquelle les régions créeront de bonnes synergies entre les différents programmes de financement de l'UE, en particulier, Horizon 2020 et Fonds Structuraux à dispositions des Etats et des régions. Un défi dans le défi qui peut être gagné par

le renforcement des synergies : les régions et les villes seront-elles capables de s'adapter et de moduler une politique audacieuse pour soutenir la croissance *smart* en parallèle avec le développement de stratégies pour maximiser l'impact d'une telle politique ?